

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

L'avenir est déjà là : l'intelligence artificielle et ses répercussions sur l'économie

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

FAITS SAILLANTS

- ▶ Il est de plus en plus clair que l'utilisation généralisée de l'intelligence artificielle (IA) favorise la croissance, l'investissement, la productivité et la rentabilité, et ce, davantage aux États-Unis qu'au Canada. Cela laisse entendre que le Canada peut accroître le taux d'adoption de l'IA et attirer des investissements, réduisant ainsi l'écart avec les États-Unis. Il est important que le Canada s'efforce de combler cet écart maintenant, car une croissance de la productivité du travail comparable à celle observée à la fin des années 1990 et au début des années 2000 lors de l'essor d'Internet pourrait considérablement augmenter le PIB réel par habitant, comparativement à un scénario où une telle croissance ne se matérialiserait pas.
- ▶ Toutefois, une utilisation plus répandue de l'IA risque d'avoir des effets inégaux sur la croissance, l'emploi, les revenus et l'inflation pendant la phase de transition. Aux États-Unis, certains signes avant-coureurs indiquent que les gains de productivité contribuent davantage à la hausse des bénéfices qu'à celle des salaires, et que l'IA cause des perturbations sur le marché du travail local dans les professions fortement exposées. Le Canada pourrait en voir apparaître les premiers signes, bien que les données soient contrastées. Les préoccupations concernant l'érosion de la rémunération réelle attribuable à l'adoption de l'IA ont provoqué des réactions dans certains milieux, alors que les réponses politiques apportées jusqu'à présent restent limitées. Cette résistance pourrait augmenter si l'utilisation de l'IA devient plus perturbatrice. Le Canada serait bien avisé d'éviter certains des pièges qui alimentent actuellement le scepticisme à l'égard de l'IA au sud de la frontière.

L'IA est une priorité pour les décideurs, les investisseurs et presque tout le monde. Bien qu'il soit de plus en plus clair que l'IA stimule la croissance, l'investissement, la productivité et la rentabilité, son adoption pourrait se faire au détriment de l'emploi et des revenus, tout en exacerbant les pressions inflationnistes. Dans ce billet, nous présentons les avantages et les coûts macroéconomiques de l'adoption de l'IA à ce jour, ainsi que ce que la poursuite de cette trajectoire pourrait signifier pour les économies américaine et canadienne.

L'intelligence artificielle et ses effets économiques à ce jour

Investissement et croissance économique

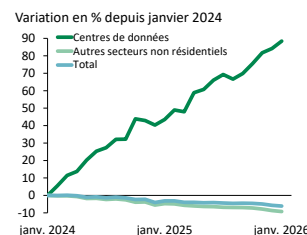
Les dépenses en immobilisations liées à l'IA, comme les centres de données, ont été un moteur de croissance économique clé aux États-Unis en 2025. En effet, l'investissement en ouvrages

non résidentiels au sud de la frontière se serait contracté beaucoup plus fortement sans elle (graphique 1). Il en va de même pour les investissements réels en équipement informatique et en logiciels.

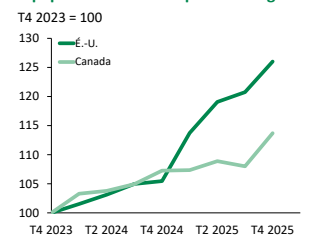
Graphique 1

L'investissement lié à l'IA continue d'augmenter aux États-Unis

Construction non résidentielle privée nominale aux États-Unis



Investissements réels des entreprises en équipement informatique et en logiciels



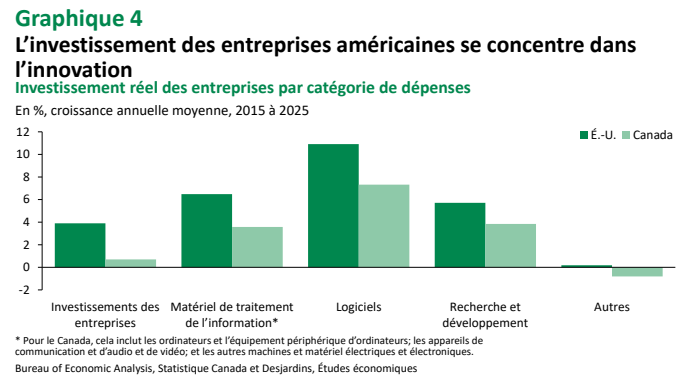
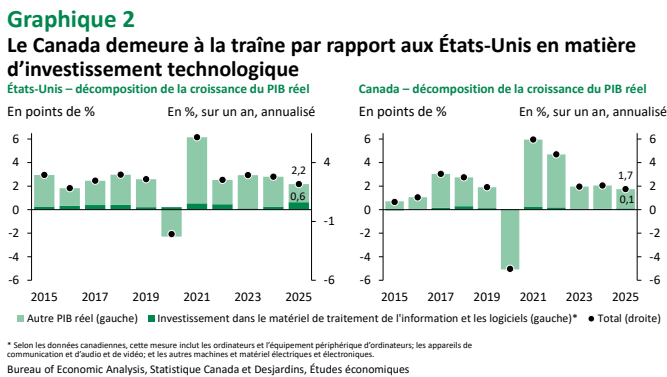
U.S. Census Bureau, Bureau of Economic Analysis, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

de l'an dernier montre que près de 30 % de la progression est attribuable à l'investissement en équipement et en logiciels (graphique 2). En revanche, le Canada a affiché un retard marqué en matière d'investissement dans ces secteurs par rapport aux États-Unis en 2025, ce qui a exacerbé la tendance au ralentissement des dépenses consacrées à l'innovation, un enjeu de longue date au pays. Par conséquent, pas beaucoup plus qu'environ 5 % des gains du PIB réel de l'année dernière peuvent être attribués à l'investissement dans les dépenses en immobilisations liées à l'intelligence artificielle.

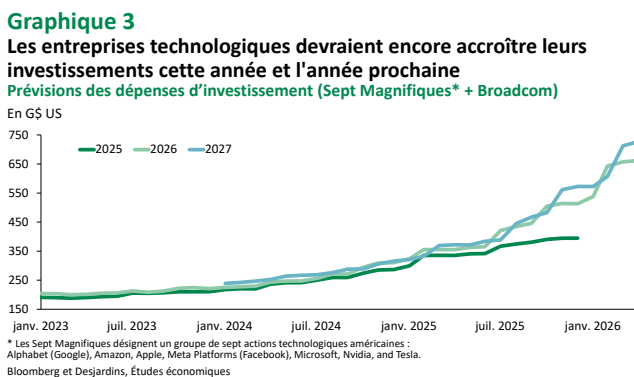
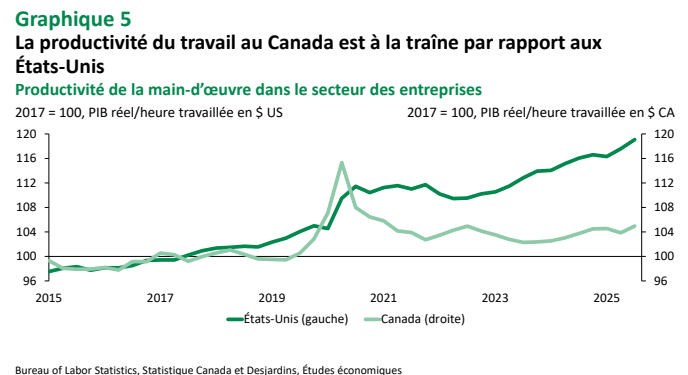
plus frais et d'un cadre réglementaire de plus en plus favorable aux investissements.

Croissance de la productivité

Comme nous en avons longuement discuté dans [nos recherches précédentes](#), les États-Unis ont consenti, au cours de la dernière décennie, des investissements soutenus en matière d'innovation dans des domaines comme l'équipement informatique, les logiciels, la recherche et le développement (graphique 4). Ceux-ci ont nettement surpassé les investissements réalisés au Canada, ce qui explique, du moins en partie, l'important écart de productivité entre les deux pays depuis la pandémie (graphique 5).



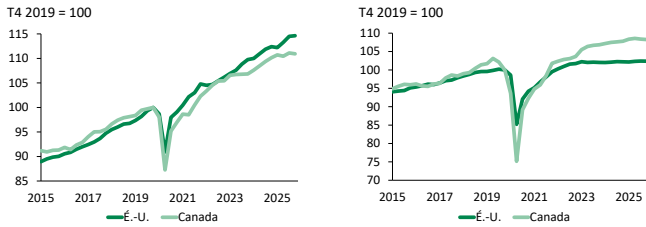
Pour le reste de 2026, les dépenses d'investissement en cours liées à l'IA devraient continuer de soutenir l'activité économique au sud de la frontière (graphique 3). Ce facteur favorable devrait contribuer à atténuer les effets négatifs de la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt. Même si les investissements dans le secteur des technologies ont effectivement augmenté au Canada vers la fin de l'année dernière, beaucoup de chemin reste à parcourir pour combler l'écart avec les États-Unis. Plus précisément, il existe de solides arguments en faveur d'un accroissement des investissements dans les centres de données au Canada. L'électricité est généralement moins chère ici qu'aux États-Unis et beaucoup plus abordable dans certains marchés, comme le Québec. Le Canada dispose également d'un climat



En définitive, la productivité correspond à la production réelle par heure travaillée. Ainsi, pour que la productivité augmente, la production réelle doit progresser plus rapidement que les heures travaillées. Ce que l'on observe depuis la fin de la pandémie, c'est une hausse plus rapide du PIB réel et une croissance plus lente des heures travaillées aux États-Unis par rapport au Canada (graphique 6 à la page 3). Cela signifie que les travailleurs américains font plus (production réelle) en moins de temps (heures travaillées) que leurs homologues canadiens.

Graphique 6

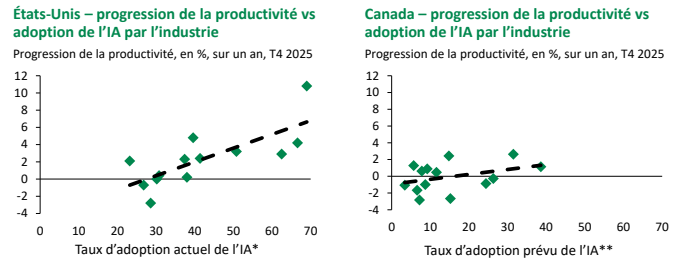
L'augmentation de la productivité aux États-Unis s'explique par la hausse du PIB et la baisse des heures travaillées



U.S. Census Bureau, Bureau of Economic Analysis, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 7

L'adoption plus intensive de l'IA aux États-Unis stimule la productivité



* Les données américaines sur l'emploi correspondent aux emplois salariés du secteur privé issues de l'enquête auprès des entreprises, tandis que les données canadiennes sur l'emploi représentent l'emploi total provenant de l'enquête sur la population active (équivalent canadien de l'enquête auprès des ménages aux États-Unis).
 ** La mesure retenue pour les États-Unis correspond à « la proportion de personnes en emploi déclarant utiliser l'IA générative dans le cadre de leur travail » au T4 2025, pour le Canada, elle renvoie à « l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans la production de biens ou la prestation de services au cours des 12 prochains mois » au T4 2025.
 Réserve fédérale de Saint-Louis, The Project on Workforce, Bureau of Labor Statistics, Bureau of Economic Analysis, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Emploi

La politique d'immigration constitue certainement un élément explicatif de la faiblesse de la croissance des heures travaillées aux États-Unis par rapport au Canada. Toutefois, le remplacement des emplois par l'IA, une crainte de longue date, pourrait aussi être en cause. Malheureusement, à ce jour, les données sont relativement limitées et la causalité est fortement débattue. Des recherches sur ce sujet suggèrent qu'aux États-Unis, « les travailleurs en début de carrière (entre 22 et 25 ans) exerçant des professions exposées à l'IA ont connu une baisse relative de 16 % de l'emploi, indépendamment de la situation propre des entreprises, tandis que l'emploi des travailleurs expérimentés est demeuré stable » ([Brynjolfsson, Chandar et Chen, 2025 \[en anglais seulement\]](#)). Les variations de l'emploi se sont davantage fait sentir « dans les professions où l'IA tend à automatiser le travail plutôt qu'à l'augmenter ». Parmi les professions les plus exposées à l'IA, mentionnons les représentants des services à la clientèle et les programmeurs informatiques. Nous avons mentionné des recherches antérieures sur le sujet dans [notre analyse du marché du travail des jeunes](#) l'an dernier. Les répercussions sur l'emploi et la productivité dans les secteurs où le taux d'adoption de l'IA est le plus élevé sont évidentes (graphique 7). Toutefois, ces effets ne se manifestent pas encore de façon aussi marquée dans les données canadiennes, peut-être en raison d'un taux d'adoption de l'IA moins élevé. L'adoption tardive des technologies est un phénomène bien ancré parmi les entreprises canadiennes, et l'IA semble s'inscrire dans cette continuité. Cette situation pourrait être en partie attribuable à la plus forte présence des petites entreprises au Canada, et être exacerbée par l'incertitude économique actuelle. Cela ne signifie pas que les travailleurs canadiens dans les secteurs où l'intelligence artificielle présente un risque plus élevé de remplacement des tâches ne sont pas concernés (graphique 8).

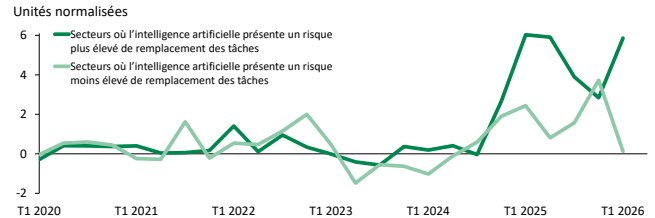
Salaires et profits des entreprises

Historiquement, les gains de productivité ont contribué à stimuler les salaires réels, à la fois en augmentant la productivité du travail

Graphique 8

Les travailleurs exposés à l'IA au Canada sont de plus en plus préoccupés par leur emploi

Selon vous, quel est le pourcentage de risque que vous perdriez votre emploi au cours des 12 prochains mois?



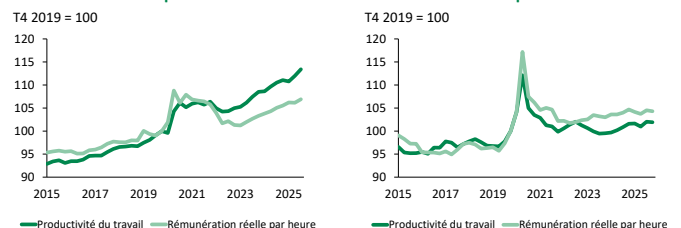
Remarque : Les secteurs où l'intelligence artificielle (IA) présente un risque plus faible de remplacement des tâches sont l'agriculture et la foresterie, l'exploitation minière, les hydrocarbures, la construction, la fabrication et les services de transport et d'entreposage. Les secteurs où l'IA présente un risque plus élevé de remplacement des tâches sont les suivants : finance, assurance, immobilier, location et location à bail, services publics, commerce de détail et de gros, fonction publique et information, culture et loisirs.
 Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

et en aidant à atténuer les pressions inflationnistes. Cependant, ce n'est pas ce qui a été observé aux États-Unis depuis la fin de la pandémie. Au sud de la frontière, la productivité progresse nettement plus rapidement que la rémunération horaire réelle depuis la fin de 2021 (graphique 9). En revanche, la stagnation de la productivité au Canada s'est accompagnée d'une stagnation de la rémunération réelle. Cela laisse entrevoir une augmentation de la part des bénéficiaires par rapport aux salaires aux États-Unis, comparativement au Canada, ce qui correspond effectivement à ce qui a été observé au cours des deux dernières années (graphique 10 à la page 4). L'écart croissant entre les profits des entreprises et le revenu gagné risque également d'accentuer

Graphique 9

La productivité surpasse la rémunération réelle aux États-Unis

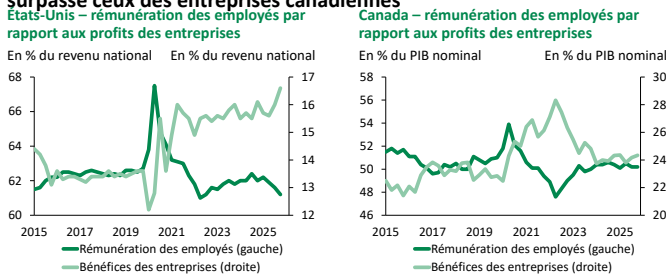
États-Unis – productivité du travail vs rémunération réelle par heure



U.S. Census Bureau, Bureau of Economic Analysis, Bureau of Labor Statistics, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 10

Depuis la pandémie, les profits des entreprises américaines ont surpassé ceux des entreprises canadiennes



Bureau of Economic Analysis, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

l'écart de richesse entre les États-Unis et le Canada, qui ne fait que se creuser depuis la pandémie.

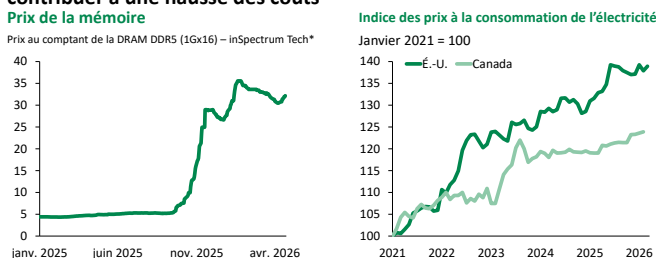
Un écart grandissant entre la productivité du travail et la rémunération réelle à l'heure n'est pas inhabituel en période d'adoption rapide de nouvelles technologies. En effet, cette dynamique était déjà observable au cours des dix années qui ont suivi le milieu des années 1990, avec l'avènement d'Internet et des technologies de l'information. En revanche, dans les dix ans ayant précédé la pandémie de COVID-19, l'adoption de ces technologies étant déjà généralisée, les deux séries ont suivi une trajectoire beaucoup plus similaire.

Inflation

Parallèlement, les investissements en IA peuvent aussi augmenter les coûts pour les consommateurs. Le prix de la mémoire dans le secteur de l'électronique a explosé depuis l'accélération fulgurante des dépenses en capital liées à l'IA, affichant une hausse de plus de 600 % depuis la fin août 2025 (graphique 11, gauche). Les prix à l'importation des semi-conducteurs, des ordinateurs et des produits électroniques ont aussi augmenté rapidement, tant aux États-Unis qu'au Canada, probablement sous l'effet d'une combinaison de facteurs liés à la demande et aux tarifs sur les importations. Les prix de l'électricité ont aussi grimé aux États-Unis au cours des dernières années,

Graphique 11

L'investissement en IA et l'utilisation de celle-ci semblent récemment contribuer à une hausse des coûts



* Au 22 avril 2026.
Bloomberg, Bureau of Labor Statistics, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

soit de près de 40 % depuis le début de 2021 (graphique 11, droite). Aux États-Unis, la Maison-Blanche et le Congrès ont exprimé leurs préoccupations à ce sujet, lesquelles ont culminé récemment avec le lancement du [Ratepayer Protection Pledge \[en anglais seulement\]](#), une initiative de protection des consommateurs. Cette mesure exige des centres de données à très grande échelle et des entreprises d'IA qu'ils investissent dans leur propre approvisionnement énergétique et dans des mises à niveau du réseau existant. En moyenne, les prix de l'électricité sont moins élevés au Canada qu'aux États-Unis, le Québec ayant les prix les plus abordables au pays. Toutefois, le Québec, qui compte plusieurs centres de données, cherche à doubler les tarifs d'électricité imposés aux centres de données consommant plus de 5 mégawatts par année d'ici le milieu de 2026.

Malgré les inquiétudes entourant la hausse des prix de l'électricité, il n'est pas certain que les centres de données augmentent les coûts de l'électricité aux États-Unis. [Certaines recherches \[en anglais seulement\]](#) ont suggéré que plusieurs autres facteurs ont bien plus contribué à la hausse des prix de l'électricité des ménages que les centres de données, notamment les conditions météorologiques extrêmes, l'atténuation des feux de forêt, la hausse des coûts d'assurance, les prix énergétiques plus élevés et les investissements dans les infrastructures. Notre analyse interne révèle peu de corrélation entre, d'un côté, la hausse des prix de l'électricité et la capacité de production, et, de l'autre, la part de l'électricité consommée par les centres de données.

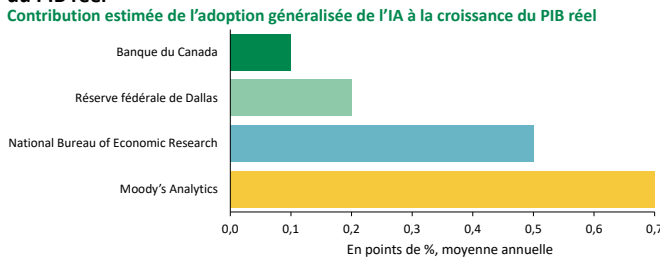
Comment l'IA pourrait-elle façonner l'avenir économique

Productivité et croissance économique

Peu de gens doutent que l'IA accélérera la productivité et la croissance économique. La [Réserve fédérale de Dallas \(2025 \[en anglais seulement\]\)](#) a publié l'an dernier des projections qui examinaient la possibilité d'un changement du PIB réel par habitant aux États-Unis. Selon son scénario central, l'indicateur général du niveau de vie augmenterait d'environ 2,1 % en moyenne par an au cours de la prochaine décennie (graphique 12 à la page 5). Cela représente une croissance supérieure de 0,2 point de pourcentage par année, sur toute la période de projection, par rapport à un scénario où l'IA n'aurait pas d'effet additionnel¹. Ce scénario concorde avec le gain annuel de 0,1 point de pourcentage de la croissance du PIB canadien que, selon la [Banque du Canada \(BdC, 2025\)](#), l'adoption plus généralisée de l'IA pourrait engendrer. De même, selon une publication récente de [Moody's Analytics \(2026 \[en anglais seulement\]\)](#), la fourchette des résultats possibles

¹ Il est toutefois important de rappeler que les prévisions de la Réserve fédérale de Dallas ont davantage retenu l'attention pour leurs scénarios extrêmes, allant de la fin de la rareté à l'extinction de l'humanité, plutôt que pour leur scénario central. Nous considérons les deux scénarios extrêmes comme étant hautement improbables.

Graphique 12
L'adoption de l'IA devrait presque unanimement accroître la croissance du PIB réel

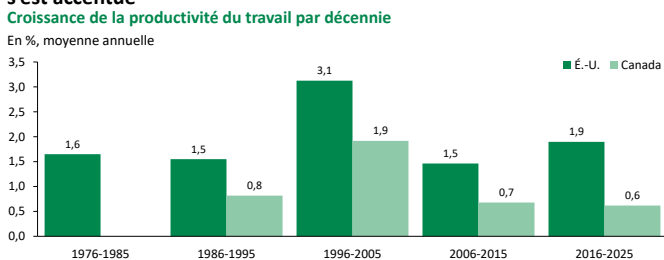


Banque du Canada, Réserve fédérale de Dallas, Moody's Analytics, National Bureau of Economic Research et Desjardins, Études économiques

de croissance du PIB réel se situe en moyenne entre 2,1 % et 2,8 % par année au cours de la prochaine décennie, par rapport à un taux de référence de 2,3 %. Plus récemment encore, une analyse du [National Bureau of Economic Research \(NBER, 2026 \[en anglais seulement\]\)](#) a établi une projection médiane d'un « taux de croissance annuel du PIB de 2,5 %, un taux qui dépasse à la fois les prévisions de base à moyen terme (2,0 %) et à long terme (1,7 %) des organismes gouvernementaux et des prévisionnistes du secteur privé ». Si l'on suppose une évolution démographique limitée, cela porterait l'augmentation annuelle moyenne du PIB réel américain et du PIB réel par habitant attribuable à une adoption plus généralisée de l'IA à une fourchette d'environ 0,1 point à 0,7 point de pourcentage jusqu'à la fin de la décennie.

Toutefois, les estimations de l'incidence de l'IA sur la croissance du PIB réel pourraient demeurer prudentes. Par exemple, la croissance de la productivité américaine au cours de la décennie amorcée en 1996 a été environ deux fois supérieure à celle de la décennie précédente, soit 3,1 % d'une année à l'autre contre 1,5 % (graphique 13). Cela laisserait entrevoir une croissance du PIB réel par habitant aux États-Unis avoisinant 3,1 % par année au cours de la prochaine décennie, si les gains de productivité attribuables à l'IA sont comparables à ceux de l'Internet à ses débuts. Toutefois, la croissance de la productivité du travail est revenue à une moyenne annuelle de 1,5 % après 2005, ce qui laisse penser qu'il pourrait s'agir davantage d'un taux de

Graphique 13
L'écart de croissance de la productivité entre les États-Unis et le Canada s'est accentué



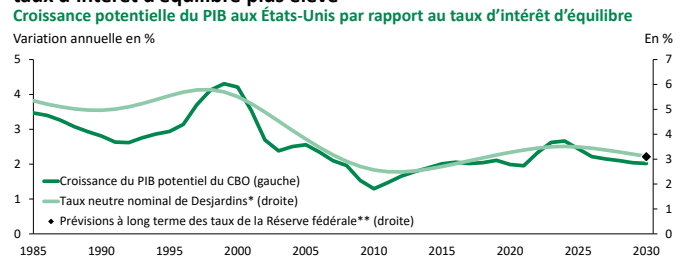
Bureau of Labor Statistics, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

croissance stable lorsque les gains liés à l'essor de l'IA auront été pleinement réalisés. Par ailleurs, la productivité du travail a progressé à un rythme beaucoup plus modeste au Canada qu'aux États-Unis par le passé, et rien n'indique que cet écart se résorbera, même dans un contexte de croissance découlant d'une nouvelle phase d'innovation technologique. Toutefois, toute amélioration notable serait la bienvenue, étant donné le rôle central de la productivité dans les perspectives à long terme et la viabilité financière.

Inflation et taux d'intérêt

L'essor attendu de la productivité attribuable à l'adoption généralisée de l'IA devrait ultimement être une force désinflationniste. C'est l'argument que Kevin Warsh, candidat au poste de président du conseil de la Réserve fédérale (Fed), a fait valoir pour justifier son désir de réduire les taux d'intérêt à court terme dans l'avenir. Il soutient que l'abaissement des taux à court terme pour stimuler dès maintenant l'investissement permettrait la progression de l'impulsion désinflationniste induite par les gains de productivité découlant de l'IA. Mais ce n'est pas si simple. Aux États-Unis, l'inflation calculée selon le déflateur des dépenses de consommation a frôlé les 3 % jusqu'en 2025 et a augmenté régulièrement depuis les récents creux d'avril l'an dernier. L'envolée considérable des prix du pétrole ne fera qu'accroître cette tendance. Un assouplissement monétaire n'aidera pas à contenir ce phénomène et ne fera probablement qu'empirer les choses. De plus, comme nous l'avons déjà évoqué, les investissements dans l'IA semblent accroître les pressions inflationnistes à court terme, plutôt que les atténuer. Enfin, l'ampleur potentielle des investissements en capital liés à l'IA (près de 1 000 G\$) combinée à une croissance à long terme plus vigoureuse indique que le taux d'équilibre, soit le taux directeur compatible avec une inflation à 2 % et le plein emploi, devrait être plus élevé, et non plus faible (graphique 14). Ainsi, un assouplissement marqué de la politique monétaire dans l'environnement économique actuel aux États-Unis risquerait d'accroître les risques pesant sur l'économie américaine et les marchés financiers, tout en érodant l'indépendance de la Fed. L'intention de Warsh de réduire le bilan de la Fed permettrait néanmoins d'atténuer l'assouplissement des conditions

Graphique 14
Une croissance tendancielle plus élevée du PIB réel se traduit par un taux d'intérêt d'équilibre plus élevé



CBO : Congressional Budget Office; * Selon la croissance tendancielle du PIB potentiel estimée par le CBO et la méthodologie de Laubach-Williams; ** A compter de mars 2026.

CBO, Federal Reserve Board et Desjardins, Études économiques

financières. Au Canada, les conséquences sont beaucoup moins importantes étant donné la faiblesse du taux d'adoption de l'IA, les dépenses moins élevées en immobilisations liées à l'IA, la baisse de l'inflation sous-jacente et l'indépendance de la BdC à l'égard de l'ingérence politique.

Emploi et salaires

L'utilisation généralisée de l'IA aura probablement des répercussions au-delà de la croissance de l'investissement, de la productivité, du PIB réel et des prix. Comme nous l'avons déjà mentionné, les premiers signes observés suggèrent que les avancées de l'IA pourraient limiter la progression de l'emploi et les revenus à mesure que certaines tâches, voire des professions, sont remplacées. Toutefois, les répercussions des nouvelles technologies sur le marché du travail ne sont pas toujours évidentes. Par exemple, pendant l'essor d'Internet au cours de la décennie amorcée au milieu des années 1990, la croissance de l'emploi et du nombre total d'heures travaillées a ralenti (graphique 15). Néanmoins, cette période a aussi été marquée par une accélération de la rémunération réelle à l'heure, une hausse du taux d'emploi et un recul du taux de chômage. Évidemment, d'autres facteurs, indépendants, ont pu à l'époque contribuer à ces résultats sur le marché du travail. Ceux-ci comprennent des changements démographiques, des accords commerciaux multilatéraux, l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'introduction du ciblage de l'inflation et des modifications aux politiques sociales. D'autres précédents historiques, marqués par l'adoption généralisée de nouvelles technologies, comme l'automobile, ont aussi donné lieu à des résultats contrastés, mais globalement positifs, sur le marché du travail. Toutefois, les retombées économiques variaient d'un secteur et d'une région à l'autre ([Gordon, 2016 \[en anglais seulement\]](#)).

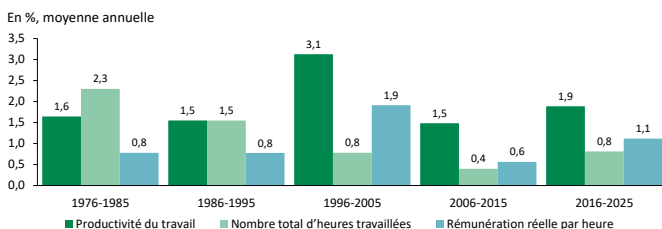
Conclusion

Les données recueillies suggèrent que l'IA commence à façonner la dynamique de croissance aux États-Unis. On investit davantage dans l'IA, ce qui se traduit par une hausse de la productivité et de la rentabilité, en particulier dans un petit nombre de secteurs très exposés. Cependant, si cette dynamique devait se généraliser et s'intensifier, elle pourrait entraîner des pertes d'emplois dans certaines professions, et donc peser sur les revenus des travailleurs et travailleuses. Ce serait d'autant plus vrai si le nombre d'emplois supprimés dépassait largement celui des nouveaux emplois que l'IA serait appelée à créer. Par ailleurs, la prévalence croissante de l'IA pourrait accentuer davantage les inégalités de revenus et de richesse aux États-Unis.

Le Canada dispose d'une marge de manœuvre importante pour tirer parti de certaines des tendances les plus favorables découlant des investissements en IA. Le pays réunit plusieurs des conditions préalables susceptibles de soutenir l'augmentation des dépenses liées aux technologies, notamment un coût relativement faible de l'électricité et un climat froid. Toutefois, dans une logique de rattrapage, le Canada devrait faire preuve de vigilance et chercher à atténuer les risques qui se manifestent actuellement aux États-Unis. Il serait bon de commencer par s'assurer que des politiques sont en place pour minimiser les conséquences inflationnistes et soutenir les transitions de main-d'œuvre.

Graphique 15 La croissance plus élevée de la productivité aux États-Unis a entraîné une progression accrue des salaires

Croissance de la productivité du travail, des heures totales et de la rémunération réelle aux États-Unis par décennie



Bureau of Labor Statistics, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques